

## Élargissement à l'est de l'UE

Commentaires de la Commission Agriculture (Bruxelles - 11 septembre 1998)  
adoptés par le Conseil Central de Bruxelles (18 décembre 1998)

Le plus grand défi auquel l'Union européenne se trouvera confrontée au cours des prochaines années est assurément l'accession des pays d'Europe centrale et de l'Est. Outre son importance économique énorme, cet élargissement comporte d'importantes dimensions sociales, de sécurité et culturelles. L'un des facteurs essentiels à garder à l'esprit est le fait que l'Union, élargie aux pays d'Europe centrale et de l'Est, acquiert, en matière d'influence politique, une dimension mondiale.

### 1. Calendrier de l'élargissement

La Ligue part du principe que seuls seront admis les pays capables de satisfaire aux critères définis par le Conseil européen de Copenhague \* et que le processus d'adhésion suivra ce que l'on a appelé la "stratégie d'élargissement" établie par l'"Agenda 2000". La Ligue considère comme positif le fait que la Commission de l'UE n'envisage pas une solution globale mais procède en tenant compte des conditions spécifiques qui règnent dans les différents pays candidats et envisage des réglementations transitoires différenciées. Le début des négociations concrètes en vue de leur adhésion avec l'Estonie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre est un pas dans la bonne direction, de même que le renforcement de la stratégie de pré-adhésion. Dans ce cadre, les "partenariats d'adhésion" jouent un rôle important. Ils soulignent la volonté politique de l'UE d'admettre de nouveaux membres et aident les candidats à ajuster leurs critères d'adhésion.

La Ligue souhaite que l'on opte pour une phase préparatoire suffisamment longue pour éviter l'admission hâtive des pays qui n'ont pas encore atteint les critères requis. Cette approche contribue à limiter les difficultés auxquelles on peut s'attendre tant en UE que dans les pays adhérents. L'adhésion prématurée pourrait produire un "choc" et des distorsions sociales. Elle entraînerait des risques incontrôlables et pourrait accroître l'attitude négative à l'égard de l'élargissement à l'Est de l'UE, observable dans certaines couches de la population, et pourrait déstabiliser les systèmes politiques des pays adhérents.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, la Ligue considère comme appropriées les mesures préparatoires notamment dans le secteur agricole. Elles sont indispensables pour permettre aux futurs pays membres de réaliser les objectifs suivants:

- 1. créer** une base légale pour la mise en œuvre de systèmes de marché, de propriété et transfert de biens appartenant au patrimoine immobilier, mise en place d'un programme de crédit agricole, abolition des monopoles, adoption de dispositions légales de l'UE en matière de protection de l'environnement, de santé et de protection animale, de protection des végétaux, de normes nutritionnelles et de qualité alimentaire, de description des produits, etc.;

---

\* - Garantie de stabilité institutionnelle d'un système démocratique en vertu de la loi, la préservation des droits humains et le respect et la protection des minorités.  
- Capacité de satisfaire aux obligations imposées par l'accession à l'UE et adhésion aux objectifs d'une Union politique, économique et monétaire

- 2. créer** des organisations et des coopératives efficaces de producteurs, d'installations d'entreposage privées et publiques, d'organes administratifs et de surveillance du marché de manière à mettre en œuvre les législations applicables en UE;
- 3. restructurer** et moderniser les secteurs agricole, industriel et commercial à l'échelon des sociétés (c'est-à-dire par la promotion d'entreprises privées indépendantes); et
- 4. créer** et renforcer les conditions d'utilisation des produits agricoles pour la production d'énergie et comme matières premières dans l'industrie de transformation.

Les pays candidats ont besoin d'une assistance adéquate de l'UE afin de fournir les efforts visant à réaliser ces objectifs.

## **2. Financement de l'élargissement**

Les premières estimations des efforts financiers de l'UE se basaient sur l'adhésion simultanée de 10 pays d'Europe centrale et de l'Est (PECO). Comme les négociations concrètes se réduisent actuellement à 5 PECO considérés comme éligibles pour une adhésion dans un avenir proche, la charge pour le budget de l'UE sera nettement moins élevée que prévu jusqu'en 2006. Les coûts dépendront de la date réelle d'adhésion des nouveaux membres, des conditions et de la durée de la réglementation transitoire.

De toute façon, en ce qui concerne le soutien de l'agriculture, il y aura lieu de tenir compte des aspects suivants:

Les primes prévues par la PAC pour les récoltes et le bétail étaient accordées à titre de compensation pour les réductions de prix et donc pour les pertes de revenus des agriculteurs dans les pays membres. Les paiements figurant à l'Agenda 2000 poursuivent le même objectif. Cependant, on peut s'attendre à des augmentations de prix, au moins pour les PECO qui adhéreront à l'UE avant 2006, notamment dans le secteur des céréales et du bétail. Puisque l'augmentation des prix du marché dans ces pays générera un accroissement des revenus des agriculteurs, la Ligue considère qu'un argument important pour ces paiements compensatoires disparaît.

De plus, la Ligue considère que l'octroi des primes consenties dans le cadre de la PAC aux agriculteurs des PECO leur procurerait un avantage concurrentiel injustifiable sur les agriculteurs de l'UE et pourraient exercer un impact négatif sur la symétrie sociale de ces pays: en effet, les autres groupes, confrontés à l'augmentation des prix des matières premières alimentaires ne rentrent pas en ligne de compte pour la perception de paiements compensatoires des pertes de revenus.

Si de nouveaux membres sont acceptés avant 2006, la Ligue considère que les sources de financement de l'assistance préalable à l'adhésion prévue à l'Agenda 2000 ne relèvent plus du budget agricole de l'UE mais d'autres ressources comme les fonds structurels.

## **3. Réglementations transitoires**

L'Agenda 2000 prévoit des réglementations transitoires dans plusieurs cas. Parmi les domaines qui posent problème, on peut citer la libre circulation de la main-d'œuvre et de l'agriculture. La Ligue désapprouve l'absence de définition de la nature de ces réglementations transitoires. Dans la deuxième partie de l'Agenda 2000, qui traite de l'agriculture, le texte précise que les faiblesses structurelles de l'agriculture et de l'industrie alimentaire de même que les divergences vraisemblables des niveaux de prix justifient l'instauration de périodes transitoires dans le but de soulager le choc provoqué par les adaptations de prix. La Ligue observe certaines incohérences avec d'autres textes

concernant la mise en œuvre du Marché unique, et plus particulièrement avec l'exigence imposée à tous les autres secteurs d'abolir immédiatement les contrôles intérieurs aux frontières.

La Ligue considère que la capacité d'intégration de chaque PECO au moment de son adhésion constitue l'un des facteurs décisifs qui détermineront l'ampleur et la durée de ces réglementations transitoires. Il y aura lieu de prendre en compte les différences de prix existant à ce moment, de même que les divergences existant encore en matière de critères sociaux, de qualité, d'environnement et de protection des animaux. Une réglementation de Marché unique, entrant en vigueur immédiatement, pourrait entraîner, selon la Ligue, des distorsions de concurrence insoutenables sur le marché de l'emploi et dans d'autres domaines économiques. De même, pour garder sous contrôle les coûts du financement de l'élargissement, la Ligue considère qu'il est nécessaire de prévoir des réglementations transitoires raisonnables pour le secteur agricole.

#### **4. Synthèse**

L'intégration des PECO dans l'UE est d'une importance politique incontestable, mais elle exercera des pressions institutionnelles et politiques énormes sur l'UE. De nombreux citoyens de l'UE, mais également les ressortissants des pays voisins des Etats adhérents éprouvent une certaine appréhension quant à l'élargissement à l'Est de l'UE. La Ligue invite les gouvernements à ne pas négliger ces réserves. Une fois de plus, l'accent est mis sur la vitesse à laquelle l'élargissement se réalisera ainsi que sur les conditions dans lesquelles il pourra se concrétiser.

- - - - -